

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MAIRIE DE BUJUMBURA

NOTE DU MAIRE DE LA VILLE DE BUJUMBURA, BURUNDI

Conférence de Presse, Mardi 31 mars 2009 à 13 heures

Lancement de la collaboration entre le Police Nationale Suédoise et ONU-Habitat pour le soutien des initiatives de renforcement de la relation police, administration et population en vue du développement urbain durable.

PLATEFOME DE LA POLICE POUR LE DEVELOPPEMENT URBAIN : PARTENARIAT AVEC LES SERVICES DE POLICE POUR UNE VILLE PLUS SURES POUR TOUS.

Excellence Madame Anna Tibaijuka, Directrice Exécutive d'ONU-Habitat,
Monsieur Thomas Melin, représentant du Sida (Agence Suédoise pour le Développement International),
Monsieur Knut Dreyer, représentant de la Police Suédoise,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un insigne honneur de prendre la parole en ce jour mémorable pour mettre en relief l'importance que la Plateforme de la Police pour le Développement Urbain jouera dans les actions prises dans les pays en développement en général et au Burundi en particulier en matière d'amélioration de la qualité de vie des population.

En effet, dans le contexte actuel de l'urbanisation dans les villes du sud, nul ne saurait passer sous silence l'influence négative que jouent l'insécurité et la criminalité dans le processus du développement urbain et la construction de l'inclusion sociale. Ces fléaux, autrefois qualifiées de faits divers dans les medias et des phénomènes sociaux marginaux dans la majorité des programmes d'investissement publics ou privés occupent de plus en plus une place de choix dans toute réflexion ayant pour but l'urbanisation durable d'un espace urbain donné.

La ville de Bujumbura dont je suis le maire n'échappe pas à ce registre de conception d'une politique et d'une stratégie de développement urbain incluant la problématique de la sécurité des biens et des personnes.

Il convient de noter que le Gouvernement, les organisations de la société civile et les acteurs du secteur privé ont entrepris des initiatives parfois isolées et souvent concertées pour réduire les actes de délinquance de rue qui deviennent davantage importants dans une ville autrefois calme et plus sécurisée que de nos jours.

Les populations de la ville subissent plus la délinquance routière et les vols simples. En 2007, les taux de criminalité de ces deux délits représentaient respectivement 46% et 28 % des infractions enregistrées par le parquet.

Pays sortant d'une longue période de crise politique, aujourd'hui, le Burundi est confronté aux difficultés de la reconstruction. Sa Police Nationale, jeune et récemment constituée *dont les membres proviennent des anciens rebelles et des forces régulières*, a besoin d'un programme adéquat et pragmatique de renforcement des capacités.

Dans l'optique de réduire ces infractions et la violence armée dans les quartiers de Bujumbura mairie, la municipalité a créé des comités mixtes de sécurité dans les 13 communes. Cette activité initiée en collaboration avec le Programme ville Plus Sûres d'ONU-Habitat a permis de jeter les bases d'une synergie d'action entre l'administration communale, les services publics déconcentrés, la Police Nationale du Burundi et les communautés en vue d'améliorer la tranquillité publique et d'agir de façon proactive pour réduire les opportunités de passage à l'acte criminel.

Au regard, de ce qui précède, je voudrais mentionner, Madame la Directrice Exécutive, que l'action entreprise jusqu'ici au Burundi est certainement en cours dans d'autres pays en développement où ONU-Habitat et le Sida interviennent.

Il est donc fort important que de telles initiatives soient accompagnées, évaluées et renforcées sur la base des principes directeurs et des indicateurs pertinents en matière de sécurité ou de police communautaire identifiés et validés par les experts engagés dans le cadre de la Plateforme de la Police pour le Développement Urbain.

Je ne manquerai pas de souligner que les défis sont nombreux et que la Plateforme de la Police pour le Développement Urbain qui ouvre une nouvelle page de l'appui technique d'ONU Habitat vient à point nommée pour aider les autorités municipales, nationales et les organisations de la société civile à repenser leur mode de collaboration avec la Police qui se trouve être un acteur clé du processus du développement urbain.

Nous attendons de votre institution la définition d'un cadre normatif en matière de sécurité communautaire et de police de proximité qui intègrent les spécificités liées à l'urbanisme et à la bonne gouvernance dans les villes en développement. Un tel outil sera destiné aux autorités locales et à la Police, principaux acteurs responsables de la coordination de la prévention de la délinquance.

Sur ce, je voudrais, remercier l'ONU-Habitat, le Sida et l'Office de la Police Nationale Suédoise pour cette initiative novatrice qui vise à renforcer la démocratie locale dans le domaine de la sécurité et du maintien de l'ordre en milieu urbain.